



**PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL**  
**Séance de conciliation – Procès-verbal**

<b>Lieu</b>	Administration communale, Cully	<b>Date</b>	12.06.2025	<b>Heure</b>	14h00
<b>Sujet</b>	Constatation de la nature forestière				

	<b>Présences</b>
Commune de Bourg-en-Lavaux	M. Jean-Yves Cavin, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet
Bureau GEA	Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste
Inspecteur forestier	M. Damien Jordan
Opposant.e.s	Mme Isabelle Bovey, accompagnée de Me Christophe Misteli, opposition n°16
	M. Tobias Auchli, parcelle 5606, opposition n°35
	Mme Mireille Mazenauer, accompagnée de Me Steve Gomes, MM Eric Bilard, Sébastien Krebs et Stéphane Krebs, parcelles 5605 et 10166, opposition n°42

<b>Intervenant.e.s</b>	<b>Griefs des opposant.e.s</b>
Mme Isabelle Bovey	Opposition sur la limite forestière et sur le déclassement en zone agricole.
M. Tobias Auchli	Opposition sur la limite forestière.
Mme Mireille Mazenauer	Opposition sur la limite forestière.

<b>Intervenant.e.s</b>	<b>Discussion</b>
M. Cavin	M. Cavin rappelle le cadre réglementaire et légal dans lequel la révision du PACom prend place et les objectifs de la séance.
Mme Schmied	Mme Schmied invite M. Jordan à s'exprimer sur le constat de la limite forestière.
M. Jordan	<p>M. Jordan commence par un rappel des bases légales forestières : la loi fédérale sur les forêts (LFo) du 4 octobre 1991 (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993) et la loi forestière vaudoise (LVLFo) du 19 juin 1996, abrogée et remplacée par la LVLFo du 8 mai 2012. Depuis 1993, les limites forestières à moins de 10m de la zone à bâtir sont figées dans les plans d'affectation. Ceux de la Commune datant de 1985, les limites forestières y figurent à titre indicatif. Pour la révision du PACom, la vérification des limites forestières a été faite en 2024 pour pouvoir figer ces limites dans les zones à bâtir conformément aux articles 10 et 13 LFo.</p> <p>Les critères qui définissent la forêt sont des critères quantitatifs : une superficie d'au moins 800m<sup>2</sup>, une largeur de 12m et plus, un âge de plus de 20 ans (art. 4 LVLFo), mais aussi des critères qualitatifs qui peuvent</p>





surpasser les critères quantitatifs (art. 2, al. 4 LFo et art. 1, al. 2 Ordonnance sur les forêts (OFo)).

La limite forestière est déterminée par la nature des lieux. En cas d'ambiguïté, elle est définie par une ligne virtuelle sise au minimum à deux mètres de l'axe des troncs (art. 1 du Règlement d'application de la loi forestière vaudoise (RLVLFo)).

*M. Auchli* M. Auchli constate qu'il n'avait reçu aucune communication concernant une visite de constat sur place effectué par l'inspecteur forestier concernant la limite forestière sur la bordure des parcelles 5605 et 5606. Il demande si le mandataire a informé les propriétaires de sa visite sur place pour définir la limite forestière.

*M. Jordan* M. Jordan répond qu'en principe le bureau de géomètre a informé les propriétaires.

La parcelle 5606 a déjà fait l'objet d'un contrôle de limite forestière dans le cadre de la demande CAMAC 103191. Pour cette raison, l'aire forestière sur la parcelle 5606 n'a pas fait l'objet d'un nouveau relevé en 2024. Concernant la parcelle 5605, un courrier a été envoyé le 12 mars 2024 par le service urbanisme et durabilité pour une visite sur place le 15 avril 2024.

*M. Auchli* M. Auchli s'interroge car la bande située au nord la parcelle 5607 ne suit pas exactement la limite de forêt.

*M. Jordan* M. Jordan précise que les limites forestières sont statiques uniquement à moins de 10m de la zone à bâtir dans les plans d'affectation ultérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1993. M. Jordan explique que la limite forestière de la parcelle 5607 a été déterminée dans le cadre de la demande CAMAC 103191.

*Me Misteli* Me Misteli demande pourquoi la limite forestière et les 10m inconstructibles ne figurent pas sur le plan au niveau de la parcelle 5603.

*Mme Rey* Mme Rey répond que la partie affectée à la zone à bâtir de la parcelle 5603 est dézonée par le PACom. Comme l'a expliqué M. Jordan, la limite forestière n'est figée qu'au sein de la zone à bâtir. Aussi, la limite forestière figure par conséquent à titre indicatif.

*Me Misteli* Me Misteli souhaite savoir pourquoi il n'y a pas eu besoin de visite sur les parcelles 5603 et 5607.

*M. Jordan* M. Jordan explique que la limite forestière de la parcelle 5607 avait déjà été relevée suite à une demande de permis de construire (CAMAC 103191). Et pour la partie de la parcelle 5603, étant dézonée par le PACom, les limites forestières restent indicatives. Cependant, M. Jordan présente le plan de constatation de nature forestière sur lequel figure la limite forestière déterminée le 15 avril 2024 sur la parcelle 5603. M. Jordan rappelle que ce n'est pas la DGE-FORET qui décide de l'affectation du sol. En effet, la DGE-FORET contrôle les limites forestières qui deviendront statiques là où les zones à bâtir confinent la forêt (art. 10, al. 2, let. a LFo).

*Me Misteli* Me Misteli aurait aimé que celle-ci soit tout de même indiquée sur le plan du PACom.

*M. Cavin* Etant donné le constat déjà réalisé lors de la demande de permis de construire sur la parcelle 5607, M. Cavin évoque que le dézonage de la partie de la parcelle 5603 n'a pas d'impact sur cette limite.

*M. Jordan* M. Jordan informe que pour la parcelle 5605, la limite forestière est inscrite à titre indicatif selon l'art. 23 bis du Règlement communal sur le Plan d'affectation et la police des constructions datant de 1985 : *L'aire forestière figurée sur le plan est indicative, elle est déterminée par l'état*



*des lieux et son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage.* La légende du plan d'affectation de 1985 précise que la forêt figure à titre indicatif. Dès lors, les requérants doivent vérifier auprès de la Direction générale de l'environnement, Division forêt (DGE-forêt) le statut des boisés. Les arbres dangereux n'empêchent pas le fait que ce soit une forêt. Pour l'abattage, c'est au Canton qu'il faut faire la demande de martelage et de permis de coupe (art. 53 et 54 LVLFo).

*Me Gomes* Me Gomes mentionne que la forêt située actuellement sur la parcelle 5605 est non pérenne et empêche toute construction.

*M. St. Krebs* M. Krebs informe que la forêt sur la parcelle 5606 représente une surface de 500 m<sup>2</sup> et non 800 m<sup>2</sup> comme le critère l'indique.

*M. Jordan* M. Jordan argumente qu'il y a de la forêt sur la parcelle voisine et que c'est l'ensemble qui fait plus de 800 m<sup>2</sup>.

*M. St. Krebs* M. Krebs s'interroge sur le mauvais état de plusieurs arbres et demande s'il possible de discuter de ces limites.

*M. Jordan* M. Jordan précise que les constatations de nature forestière se font selon des règles bien précises. Seuls de nouveaux éléments pertinents permettraient de discuter des limites constatées. Jusqu'à présent, aucun nouvel élément permettant de remettre en question les limites forestières constatées n'a été présenté. M. Jordan ajoute que les forêts sont parfois composées d'arbres déperissants, notamment en raison du changement climatique, et que ce n'est pas une raison pour qu'ils ne soient plus considérés comme faisant partie de l'aire forestière.

*Me Gomes* Me Gomes souligne que l'on protège ici une forêt qui d'ici environ 15 à 20 ans ne sera peut-être plus là. Un projet prêt à être déposé auprès de la Commune pour une demande de permis de construire avait été élaboré sur cette parcelle.

*M. Bilard* M. Bilard ajoute que le projet prévoyait de régénérer le secteur de forêt déperissant.

*M. Jordan* M. Jordan signale que la forêt n'est pas composée exclusivement de grands arbres. Les buissons, les vides, la roche, etc. en font aussi partie (art. 2 LFo). C'est la nature du sol qui fait la forêt.

*Me Gomes* Me Gomes revient sur la grande quantité d'arbres déperissants.

*M. Jordan* M. Jordan précise que les souches coupées font également partie de la forêt. L'aspect sécuritaire ne remet pas en cause l'affectation en aire forestière, l'abattage d'arbres peut être autorisé. Sur la parcelle 5605, la forêt a une fonction de protection contre les dangers naturels (donnée disponible sur le Guichet cartographique cantonal).

*M. Bilard* M. Bilard fait remarquer que la première démarche faite avant d'initier le projet de construction avait été de contacter le garde forestier, M. Ciana, pour savoir si la parcelle était concernée par la forêt. Il a informé les propriétaires que ce n'était pas le cas. Il a ajouté qu'il fallait prendre contact avec la commune et notamment son service technique qui a confirmé la constructibilité de la parcelle.

*M. Jordan* M. Jordan revient sur l'art 23bis du Règlement communal sur le Plan d'affectation et la police des constructions datant de 1985, qui stipule que les limites forestières figurent à titre indicatif. Selon l'article 24 al. 2 LVLFo, c'est l'inspecteur des forêts qui a la compétence de constater la nature forestière et non pas le garde forestier, ni la Commune.

En 2013, M. Albin Mazenauer avait demandé l'abattage de certains arbres, situés sur la parcelle 5605. L'ancien inspecteur forestier avait mentionné que la partie boisée était bien de la forêt. M. Jordan présente



une copie des e-mails échangés entre l'inspecteur des forêts de l'époque et la Commune.

Le législateur a décidé de modifier la LFo en 1991 afin de figer les limites forestières dans les plans d'affectations là où des zones à bâtir confinent la forêt pour éviter tout quiproquo.

*M. Bilard* M. Bilard demande pourquoi la Commune a laissé avancer un projet qui ne pouvait pas voir le jour à cause de la présence d'une aire forestière et de ses abords inconstructibles.

*M. Cavin* M. Cavin répond que le processus du PACom était en cours et rappelle que la délimitation de l'aire forestière n'est pas de la compétence de la commune.

*Me Gomes* Me Gomes constate qu'il n'y a pas de possibilité d'entrer en matière sur une modification de la lisière forestière du côté de la DGE-forêt. M. Bilard a développé un projet avec Mme Mazenauer qui ne pourra donc pas aboutir.

*M. Bilard* M. Bilard ne peut admettre que personne n'ait mentionné aux propriétaires les démarches de délimitation de l'aire forestière et ses implications, dans le cadre de l'élaboration du PACom. L'élaboration du projet a demandé un travail important qui s'avère finalement inutile. M. Bilard s'interroge sur les frais engagés dans ce projet.

*M. Cavin* M. Cavin affirme que la Commune n'a eu connaissance des limites forestières qu'après le constat réalisé par l'inspecteur forestier et son report par le géomètre peu avant la mise à l'enquête publique.

*M. Auchli* M. Auchli demande si un nouveau constat pourrait être organisé.

*M. Jordan* M. Jordan informe que si une personne remet en question la constatation de la nature forestière, elle devra faire recours à la décision de la DGE. La visite a été faite, il n'y a pas de raison de la refaire.

*M. Cavin* M. Cavin explique que le procès-verbal de la séance sera transmis aux opposant.e.s avec un délai pour indiquer s'ils maintiennent ou retirent leur opposition. La Municipalité remettra ensuite un préavis portant sur l'adoption du PACom et les propositions de réponses aux oppositions maintenues au Conseil communal pour adoption. Puis, le dossier sera transmis au Canton pour approbation.

*M. Auchli* M. Auchli demande s'il est possible de trouver une solution de manière pragmatique.

*M. Jordan* M. Jordan répond que ce n'est pas possible.

Fin de la 1<sup>ère</sup> partie de la séance à 15h15

Suite de la séance avec la délégation communale, Mme Isabelle Bovey et Me Christophe Misteli

*Mme Rey* Mme Rey explique que la Commune a dû prendre des mesures pour, d'une part, densifier son territoire à l'intérieur du périmètre de centre (Cully et ses abords) et pour, d'autre part, dézoner de la zone à bâtir hors du périmètre de centre. Le PAC Lavaux a déclassé un certain nombre de parcelles mais la Commune a dû en dézoner davantage pour répondre aux exigences cantonales.

La partie de la parcelle 5603 a été dézonée car elle se situe en frange de la zone à bâtir et n'est pas construite.

*Me Misteli* Me Misteli demande si la situation est discutable.



- M. Cavin* M. Cavin mentionne qu'après la réception du préavis du Canton qui demande de dézoner davantage, une remise en zone à bâtir hors centre n'est pas envisageable.
- Mme Bovey* Mme Bovey informe que l'impact est important par rapport à la taille de la partie de la parcelle.
- M. Cavin* M. Cavin déclare que l'égalité de traitement en matière d'aménagement du territoire est difficile à obtenir.
- Mme Rey* Mme Rey affirme que le Canton ne permettra pas à la Commune de conserver en zone à bâtir une parcelle non bâtie, située en frange du territoire bâti.
- Me Misteli* Me Misteli demande pourquoi la parcelle 5606 reste affectée à la zone à bâtir.
- M. Cavin* M. Cavin précise que la parcelle 5606 est déjà construite. Il propose de regarder s'il est envisageable d'affecter la partie aujourd'hui constructible de la parcelle 5603 à la zone verdure et non à la zone agricole. De cette manière, les demandes d'autorisation de construire conformes à la zone de verdure seraient traitées par la Commune et non par le Canton. Si la surface dézonée est affectée à la zone de verdure 15 LAT, la limite forestière deviendra par conséquent statique.
- Mme Bovey* Mme Bovey indique que la parcelle n'est pas isolée et qu'un arrêt de bus se situe à 4 minutes à pied.
- Me Misteli* Me Misteli demande qui la Commune épaulerait en cas de recours.
- M. Cavin* M. Cavin répond que la Commune ne fait qu'appliquer les exigences cantonales en matière de redimensionnement. Elle ne décide pas de ce qui peut ou non être dézonné. Il ajoute que, pour l'heure, la Municipalité ne s'est pas prononcée sur la position à adopter en cas de recours et que d'ici-là un changement de législature aura lieu.
- Mme Rey* Mme Rey ajoute que les modifications du PAC Lavaux à venir ne devraient pas concerner la parcelle 5603.
- Me Misteli* Me Misteli demande quel est l'impact du dézoning de la parcelle 5603 sur le surdimensionnement.
- Mme Rey* Mme Rey répond que les 1'157 m<sup>2</sup> de la portion de parcelle déclassée correspondent à environ 8 habitants (1157\*0.35/50).
- M. Cavin* M. Cavin explique que le procès-verbal de la séance sera transmis aux opposant.e.s avec un délai pour indiquer s'ils maintiennent ou retirent leur opposition. La Municipalité remettra ensuite un préavis portant sur l'adoption du PACom et les propositions de réponses aux oppositions maintenues au Conseil communal pour adoption. Puis, le dossier sera transmis au Canton pour approbation.
- Fin de la 2<sup>ème</sup> partie de la séance à 15h50

#### **Distribution**

A la Municipalité, à la DGE et aux opposant.e.s.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 27.06.2025, corrigé le 28.08.2025.